



N^o. XI.

L'AMI DU PEUPLE,

O U

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL;

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,
*ET rédigé par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.*

Vitam impendere vero.

V E R S A I L L E S.

Du Lundi 21 Septembre 1789.

A S S E M B L É E N A T I O N A L E.

Précis de la Séance du 19.

*Délibération de l'Assemblée de renvoyer son Président
vers le Roi demander de nouveau sa Sanction sur
tous les Décrets proposés. — Réponse du Roi. —
Projet dévoilé de leurrer le Peuple, & d'empêcher
la Constitution.*

M. Dupont est revenu sur la motion de M. Chapelier, qu'il a proposée de cette manière.

L

« Que M. le Président seroit chargé de se retirer pardevers le Roi, pour le supplier d'ordonner incessamment la promulgation des Décrets qui lui ont été présentés, & assurer S. M. que l'Assemblée Nationale, lorsqu'elle s'occupera des Loix de détail, prendra en considération les réflexions & observations que S. M. a bien voulu lui communiquer.

Nouvelles discussions à ce sujet. La motion ayant été approuvée, M. de Clermont-Tonnerre a été chargé de porter sur-le-champ la décision de l'Assemblée au Roi, qui lui a dit : « *Revenez demain au soir, je vous donnerai la réponse pour l'Assemblée* ».

M. de Clermont-Tonnerre venoit de quitter M. le Garde-des-Sceaux, qui avoit demandé au Roi, si le Président pouvoit assurer l'Assemblée de ses bonnes dispositions, & auquel le Roi avoit répondu d'un visage riant : « *Oh ! oui, toujours.* »

Projet dévoilé d'endormir le Peuple & d'empêcher la Constitution.

DEPUIS quatre mois que les Etats-Généraux sont ouverts, on y a ventillé mille petites questions, & prononcé mille discours (1) de compliment, de félicitation, d'étiquette, où les Orateurs les plus féconds ont épuisé tous les genres d'éloquence ; mais sur la Constitution, objet des vœux de la France entière, nous n'avons pas encore un seul article consacré.

(1) La perte de temps qu'a entraînée cette fureur de briller a été prévue il y a sept mois dans l'*Offrande à la Patrie*, de même que la plupart des événemens malheureux qui sont arrivés depuis ; tels que les attentats du Gouvernement subjugué par de perfides Conseillers, la défection de l'armée qui en a été la suite, les machinations des Aristocrates, les ravages de leurs terres, &c.

Il est vrai que l'Assemblée Nationale a fait nombre de petits arrêtés, portés aux nues par les foliculaires, & reçus avec enthousiasme par les classes du peuple les moins éclairées : arrêtés dont la rédaction fixera encore son attention, après l'avoir absorbée si long-temps.

Ne glissons pas légèrement sur ces objets.

Dans la Séance du 4 Aoûr, » M. le Vicomte
» de Noailles ayant observé que les troubles qui
» désolent la France, occasionnés par des fléaux
» & par des malheurs de tous les genres, ne
» pouvoient être calmés que par des soulagemens
» & des bienfaits, a proposé l'abolition des droits
» féodaux qui pèsent sur les personnes, & le
» rachat de ceux qui portent sur les terres. Cette
» Motion a excité un enthousiasme qui, en un
» instant, s'est emparé de tous les esprits ; &
» bientôt on s'est disputé la parole pour offrir,
» promettre & consacrer des sacrifices ». On a
donc arrêté : L'abolition des Justices Seigneuriales. --
L'abolition des droits casuels, & le renouvellement de la défense de posséder plusieurs bénéfices à-la-fois. — Le rachat des Droits Seigneuriaux du Clergé. — L'abolition des Droits de Chasse & de Pêche. — La permission à tout Citoyen de tuer le Gibier qui nuit à ses possessions. — La suppression des Garennes. — Le rachat des Bannalités. — L'abolition des Jurandes. — L'abolition des Dîmes Seigneuriales. — L'abolition des Colombiers. — L'abolition de la main-morte du Mont-Jura & de la Franche Comté. — L'abolition de toutes les pensions non motivées par des services prouvés. — La répartition proportionnelle de tous les impôts sur toutes les terres, à commencer des six mois précédens. — L'exemption de tout Impôt des Artisans qui n'ont point de Compagnons. — La sup-

pression de la vénalité & de l'hérédité des Offices de Justice. — L'admission de toutes les classes de Citoyens à tous les emplois Ecclésiastiques, Civils & Militaires. — La suspension de tous les procès sur les Droits Seigneuriaux, jusqu'à ce que la Constitution soit faite. — L'abolition de tous les Privilèges des Provinces, & leur soumission absolue aux Loix & aux Impositions, arrêtées par les Représentans de la Nation ».

» Voilà, dit-on, ce que l'Assemblée Nationale a fait pour la France & pour l'humanité, dans une seule Séance, dans une seule soirée ; lutte sublime de justice & de générosité ; magnifique scène, si digne d'être transmise à tous les siècles, & de servir de modèle à tous les peuples ».

Avant de lever la Séance, M. le Duc de Liancourt a proposé de la consacrer par une Médaille, portant cette inscription : *A l'abolition de tous les Privilèges, & à la parfaite réunion de toutes les Provinces, de tous les Citoyens* : M. l'Archevêque de Paris a proposé de la consacrer en se jettant aux pieds des Autels, & en chantant un *Te Deum* : M. le Comte de Gouy, en célébrant une fête anniversaire.

Enfin, M. le Comte de Lally-Tollendal a proposé de donner à Louis XVI, dans l'Assemblée Nationale, le nom de *Restaurateur de la Liberté publique*.

Sans doute des actes multipliés de justice & de bienfaisance, dictés par l'humanité, & l'amour patriotique impatient de se signaler, devoient porter au comble l'admiration des spectateurs ; & dans ces combats de la générosité qui cherchoit à se surpasser elle-même, l'enthousiasme devoit toucher au ravissement. Etoit-ce bien là le cas ? Gardons-nous d'outrager la vertu : mais ne soyons

dupes de personne. Si c'est la bienfaisance qui dictoit ces sacrifices, il faut convenir qu'elle a attendu un peu tard à élever la voix. Quoi ! c'est à la lueur des flammes de leurs châteaux incendiés, qu'ils ont la grandeur d'âme de renoncer au privilège de tenir dans les fers des hommes qui ont recouvré leur liberté les armes à la main ! C'est à la vue du supplice des déprédateurs, des concussionnaires, des satellites du despotisme, qu'ils ont la générosité de renoncer aux Dîmes Seigneuriales, & de ne plus rien exiger des malheureux qui ont à peine de quoi vivre ! C'est à l'ouïe des noms des proscrits, & à la vue du sort qui les attend, qu'ils nous accordent le bienfait d'abolir les Garennes, qu'ils nous permettent de ne pas nous laisser dévorer par les animaux.

Admettons qu'ils ont fait par vertu, ce qu'on pourroit si aisément attribuer à la crainte (1) ; mais convenons que l'importance de ces sacrifices, si exaltés dans un premier mouvement d'allégresse, a été portée un peu trop loin.

Nous ne dirons rien ici du moment qu'on a pris pour abolir le privilège de la chasse, ni des dégâts affreux qu'une foule de chasseurs a faits aux moissons, dans toute l'étendue des Capitaineries.

Nous n'opposerons point l'abandon qu'ont mis dans leurs sacrifices le bas Clergé & les Députés du Tiers-Etat des Provinces privilégiées, au desir que le haut Clergé & les Députés de la Noblesse ont témoigné de conserver le souvenir de ceux qu'ils avoient faits, comme s'ils étoient surpris

J'en excepte l'abandon généreux des droits casuels & des doubles bénéfices, dont quelques Curés vertueux ont donné l'exemple, de même que l'abolition de tous les privilèges des villes & des provinces.

eux-mêmes de leur générosité , & aux restrictions qu'ils vouloient y mettre ensuite , comme s'ils étoient pénétrés de regrets.

Nous ne rappellerons point le combat que leur ont livré les Députés du Tiers-Etat , pour que ces sacrifices fussent arrêtés définitivement.

Enfin , nous n'observerons pas que les fléaux & les malheurs , vraie cause des troubles qui désolent la France , sont la disette des grains , l'incurie du gouvernement , la rapacité des monopoleurs , les rapines des administrateurs publics , les concussions des employés , les noirs complots des ennemis de la Patrie , les vexations d'un grand nombre de privilégiés : malheurs auxquels les sacrifices arrêtés n'apportent presque aucun soulagement.

Mais nous ne pouvons nous défendre de quelques observations bien propres à faire apprécier la grandeur de ces sacrifices. Est-il besoin de prouver qu'ils sont la plupart illusoires ? Et d'abord l'abolition de tous les Privilèges , qu'annonce la devise de la Médaille projetée , est-elle bien réelle , lorsqu'elle emporte , comme elle le fait , le rachat des droits seigneuriaux , le rachat des bannalités , & le rachat des droits féodaux sur les terres ?

Quant à l'abolition de la main-morte , & autres droits féodaux qui pesoient sur les personnes , ces abus monstrueux , décorés du beau nom de droit , doivent nécessairement tomber par la promulgation de la Loi fondamentale qui établira la liberté individuelle.

A l'égard de l'abolition des droits de Chasse , des Garennes , des Colombiers , des Dîmes Seigneuriales , &c. ces abus crians doivent tomber de même par la promulgation de la Loi fondamentale , qui assurera à chaque citoyen la paisible

Jouissance de sa propriété, & qui fixera la répartition proportionnelle des impôts.

La liberté civile, une fois établie, les Justices Seigneuriales ne deviennent-elles pas un privilège aussi vain qu'onéreux? Le sacrifice de leur abolition se réduit donc à rien,

Ainsi, presque tous ces privilèges particuliers tombent nécessairement par la promulgation des Lois générales qui doivent les révoquer; pourquoi donc en avoir fait l'objet d'autant d'arrêtés particuliers?

Ne nous laissons pas éblouir par du clinquant; & en dépit des Médailles, des Fêtes, des *Te Deum*, proposées pour célébrer ces grands sacrifices, faisons les apprécier.

Si l'on considère que la plupart des concessions annoncées ne peuvent avoir qu'un effet encore éloigné; qu'aucune ne va au prompt soulagement de la misère du Peuple & des maux de l'Etat; si l'on considère que c'est du pain dont les malheureux ont besoin actuellement; si l'on considère le dégât des biens de la terre, qui a été la suite de la suppression des privilèges de chasse; si l'on considère la perte d'un temps précieux qu'entraînent les éternels débats sur ces concessions particulières, & qui retardent le grand œuvre de la Constitution, seul moyen de ramener la paix, la confiance, le crédit, d'établir la sûreté & la liberté de cimenter la félicité publique; on regrettera que les Etats-Généraux aient sacrifié à ces petits objets le temps destiné à de grandes choses.

La suite au Numéro prochain.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, N^o. 6, à qui l'on adressera, franc de port, le prix de l'abonnement, la lettre d'avis, & toutes les lettres pour les Auteurs du *Publiciste Parisien* ;

Chez Bleuet, Libraire, rue Dauphine ;

Chez Petit, au Palais-Royal ;

Chez Pichard, Libraire, près le Pont-Royal ;

Chez Debray, Libraire, au Palais-Royal ;

Et chez Bailly, Libraire, rue Saint-Honoré, près la Barrière des Sergens.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8^o. , & quelquefois plus, qui paroît tous les jours, est de 12 livres pour trois mois, franc de port par la poste, pour tout le Royaume.

Hôtel-de-Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONBE.

De l'Imprimerie de la veuve HÉRISSANT, rue Neuve Notre-Dame,